



**DIRECTION GÉNÉRALE**  
Vannes-Auray, Ploërmel  
Josselin, Belle-Île et Malestroit

**DECISION DU DIRECTEUR N° 18/28**

**Portant délégation en faveur de M. Edouard BREMOND, Directeur Adjoint**

Le Directeur du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique,

- Vu le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L. 6143-7 et D. 6143-33 à D.6143-35
- Vu le décret 2005-921 du 2 août 2005 modifié portant statut particulier des grades et emplois des personnels de Direction des établissements mentionnés à l'article 2 de la loi n° 86.33 du 9 janvier 1986
- Vu l'organigramme de Direction du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique
- Vu l'arrêté du 29 Mars 2016, nommant M. Philippe COUTURIER, Directeur du Centre Hospitalier Bretagne Atlantique,
- Vu l'arrêté du 21 Janvier 2008 nommant M. Edouard BREMOND, Directeur Adjoint au Centre Hospitalier Bretagne Atlantique à compter du 9 Janvier 2008 ;
- Vu l'arrêté du 14 Juin 2018, nommant M. Philippe COUTURIER, Directeur des Centres Hospitaliers de Ploërmel, Josselin, Belle-Île et Malestroit à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2018,
- Vu l'arrêté du 14 Juin 2018 nommant M. Edouard BREMOND, dans le cadre de la Convention de Direction Commune, Directeur Adjoint aux Centres Hospitaliers de Bretagne Atlantique à Vannes, Ploërmel, Josselin, Belle-Île et Malestroit à compter du 1<sup>er</sup> Mai 2018,

**DECIDE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Durant les périodes de garde administrative, fixées par le tableau de garde administrative, M. Edouard BREMOND est autorisé à prendre toutes les décisions et mesures urgentes visant à assurer la continuité de la prise en charge des patients et la sécurité des installations, et notamment dans les domaines suivants :

- l'exercice du pouvoir de police au sein de l'établissement
- la gestion du personnel
- la gestion administrative du parcours patient (admission, séjour, sortie)
- les retraits au coffre en l'absence du régisseur
- l'engagement de dépenses (transports sanitaires urgents)
- la sécurité des biens et des personnes
- le déclenchement des plans d'urgence et des cellules de crise
- le signalement aux autorités de tutelle des événements indésirables graves

Garde de recours : le Chef d'Établissement, ou en son absence le directeur par intérim, est positionné en garde de recours. Ce recours est mobilisable en tant que de besoin.

M. Edouard BREMOND est tenu d'informer sans délai le Chef d'Établissement, ou, en son absence, le directeur par intérim, des événements importants survenant pendant la garde administrative, et notamment du déclenchement des plans d'urgence, des événements indésirables graves, des événements pouvant avoir un impact médiatique

**ARTICLE 2 :**

M. Edouard BREMOND reçoit délégation de signature pour signer tous les documents relatifs à la garde administrative, et notamment :

- les réponses aux réquisitions judiciaires
- les transports de corps sans mise en bière
- les autorisations d'autopsie (fœtopathologie)

**ARTICLE 3 :**

A l'issue de sa garde, M. Edouard BREMOND rédige un rapport de garde transmis au Chef d'Établissement et à l'équipe de direction du CHBA

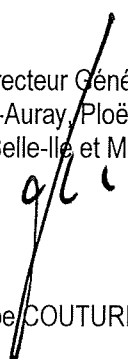
Fait à Vannes, le 10 Août 2018

Vu pour acceptation,  
Le Directeur Adjoint,

Edouard BREMOND



Le Directeur Général  
Vannes-Auray, Ploërmel,  
Josselin, Belle-Ile et Malestroit



Philippe COUTURIER

**Destinataires :**

- M. BREMOND, Directeur Adjoint
- Équipe de Direction
- Trésorier Principal
- Archives Direction
- Affichage dans hall de l'établissement